

voyage dans l'audio-visuel au Québec

L'originalité et la complexité des problèmes posés par l'édification des systèmes d'enseignement et de formation, notamment du point de vue de l'intégration aux objectifs de formation d'une gamme de moyens technologiques modernes, rendent nécessaire régulièrement le recyclage des concepteurs et des acteurs de la construction de ces systèmes.

En 1971, une session d'information et de recyclage avait été organisée notamment à l'Ofrateme (Office français des techniques modernes d'Education) afin que les agents du B.D.P.A. (Bureau pour le Développement de la Production Agricole) et de l'AUDECAM puissent échanger avec leurs homologues de la télévision scolaire française des informations mutuelles.

Les étonnantes réalisations en matière de technologie de l'enseignement et de télécommunication éducative au Canada, et, en particulier, dans la province du Québec, ont incité le B.D.P.A. et l'AUDECAM à organiser du 4 au 13 septembre 1972 une session d'études dans ce pays.

L'appui fourni pour ce projet par les autorités québécoises a permis de construire un programme de rencontres allant de la visite d'un futur collège comme le CEGEP de Montmorency à l'analyse d'un système d'animation de masse comme le projet Multimedia. C'est une palette d'expériences et d'opérations les plus diverses que la mission a pu visiter : les Universités Laval et Mac Gill, celle de Québec, le Service Général des Moyens d'Enseignement, le Vidéographe, l'Office des Télécommunications Educatives de l'Ontario, etc. Les contacts et les échanges entre professionnels agissant en opération se sont révélés des plus fructueux.

M. Pierre Noël, responsable du Service Audio-Visuel de l'AUDECAM depuis 1966, a bien voulu répondre à nos questions.

Vous avez été récemment au Québec pour des missions d'assez longue durée. Pouvez-vous nous dire quels étaient les objectifs de ces missions ?

Quand on s'intéresse aux problèmes de communication et aux problèmes audio-visuels proprement dits il y a un aspect technologique qui ne peut pas être sous-traité. Il s'agit bien d'un univers

de la technologie, d'une civilisation même culturelle très particulière et j'ai été tenté à deux reprises d'aller aux Etats-Unis et au Canada pour voir quelles y étaient les réponses apportées aux questions que nous nous posons.

Songez par exemple, que l'on discute actuellement en France de la diffusion par câbles alors qu'elle est intervenue aux Etats-Unis à partir de 1955. Je crois même pouvoir dire que dès 1952 elle existait. De toutes façons les réseaux de radiodiffusion par câbles servaient déjà depuis fort longtemps. Il était intéressant d'aller voir le système fonctionner sur place et il était également intéressant de se rendre dans un pays francophone comme le Québec, qui a subi sa révolution tranquille en matière d'enseignement et qui a cherché à finaliser les objectifs de cet enseignement d'une façon plus adéquate avec l'appui de ses Conseils Régionaux. Vous savez que l'enseignement au Québec, dans la partie primaire et collégiale, est très subordonné aux Conseils Régionaux, le ministère étant là pour aider, pour faciliter les choses, pour les coordonner aussi, mais beaucoup moins pour diriger des actions qui sont livrées à l'initiative des groupes.

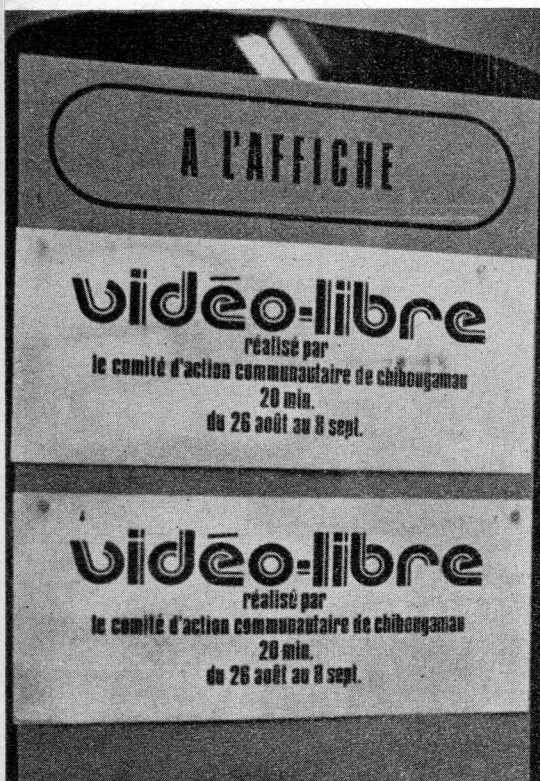
Enfin il y a une autre raison qui, pour moi, était importante. J'avais essayé, à un moment donné, de mettre l'accent sur la différence existant entre la communication de groupe et la communication de masse (1).

En France on confond facilement plusieurs choses : le matériel et les institutions et le rôle des communications de masse face à des objectifs qui se situent souvent à l'échelon d'un groupe de formation ou de citoyens, d'une école, d'un système d'enseignement, bref, toutes sortes de moyens où la différenciation est évidente au Québec comme aux Etats-Unis. **Dans ces deux pays la civilisation est beaucoup plus une civilisation de groupes, de relations entre groupes** et je crois qu'il y a là concordance entre le phénomène socio-économique de l'existence des groupes et — je parlais tout à l'heure des conseils régionaux — le traitement de l'éducation, de l'enseignement, car tout est motivé par rapport à une région, à des intérêts communs restreints, qu'ils soient sociaux, culturels ou parfois même religieux. Voilà donc la raison de ces missions. J'ajouterais aussi le fait que, grâce aux réunions qui avaient eu lieu à Niamey dans le cadre de la francophonie, et à d'autres colloques internationaux, j'avais été amené à rencontrer des Québécois, tant spécialistes des communications que représentants du Ministère de l'Education du Québec et que leurs propos m'avaient passionnément intéressé et avaient éveillé ma curiosité.

Vous avez mis l'accent sur la civilisation de groupe au Québec et aux Etats-Unis. Il est évident que les systèmes de communication dont vous parlez se développent beaucoup plus aisément dans des structures décentralisées que dans des structures très centralisées comme les nôtres. Pourriez-vous nous en dire plus sur ce point ?

Je crois qu'il y a, en effet, la réponse de ce géant voisin que sont les Etats-Unis, mais que d'autre part, une autre sorte de réponse est donnée au Québec, grâce au phénomène d'implantation sociale des Québécois, isolés dans des secteurs

(1) Mass-media ou Group-Media, P. Noël, in Industries électroniques, N° 13, janvier 1971.



▲
... La vidéographie apprend
à beaucoup de gens
à s'exprimer...

territoriaux, dépendant d'un système presque autonome de revenu. Il est quand même curieux de voir un pays capable d'avoir à l'Université un tel investissement en informatique, et qui dispose pour 6 millions d'habitants de moyens fantastiques, alors qu'à côté de cela, autour du lac Saint-Jean, on voit des paysans lors des moissons continuer à faire des gerbes et à les ramasser avec des voitures à chevaux. Si vous voulez, les systèmes économiques sont beaucoup plus parcellaires. Les groupes sont très importants. Je dirai même, encore une fois, — mais c'est là une opinion toute personnelle à laquelle je ne demande pas que tout le monde adhère, et les Québécois moins que quiconque — qu'on assiste un peu dans le monde nord-américain au phénomène social d'individus prisonniers à l'intérieur de groupes autonomes alors que pour nous, c'est un peu le contraire... Nous sommes souvent libres dans de petits groupes eux-mêmes prisonniers d'un ensemble plus vaste, de systèmes figés ou de sociétés qui canalisent leur expression.

En Amérique du Nord la puissance d'un groupe, même minoritaire, est très importante. Cela se démontre : dans le système d'enseignement où existe ce morcellement, on se rend compte que, sur un « menu » pédagogique présenté par des autorités coordonnatrices (c'est-à-dire le ministère) chaque école, chaque région tend à choisir — ce qu'on ne peut pas appeler des unités de valeur — mais des formes de réponse adaptées à ses élèves, quitte à ce qu'un organisme coordonnateur jette des passerelles entre les différents enseignements. C'est donc vrai au nom de l'enseignement.

C'est vrai aussi dans le cas du réseau routier où l'on voit très bien que tout le système d'unification du Canada et du Québec passe par la création d'un réseau de communication allant d'une unité à une autre. C'est encore exactement la même chose dans le cas des télécommunications où il n'y a pas, par exemple, de monopole de la production, de la diffusion sur le plan de la télévision. Vous savez combien le dispositif est morcelé. Certains produisent, d'autres émettent, d'autres reçoivent et redistribuent par câbles. **Tous les genres coexistent parce qu'il y a une pression des groupes pour aboutir à des résultats technologiquement satisfaisants.**

Je vais vous en donner un exemple : même en dehors des câbles, vous savez qu'en France, dès qu'on pose le problème de la circulation de l'information au niveau de spécialistes, on vous rétorque : « Oui, mais il y a un monopole d'Etat, il faudrait de la place sur l'antenne ». **Il est certain par exemple qu'on ne peut pas avoir une antenne nationale et unique qui réponde à tous les besoins des groupes.** Il est certain aussi qu'à ce moment-là, on agit par ordre d'importance et d'urgence et non plus en fonction d'une réponse « multigroupe » et simultanée.


Par contre, dans le monde nord-américain, cette pression des groupes, ce besoin de communiquer joue à plein. Songez qu'il y a des gens qui sont bloqués quatre mois par an dans les glaces, que d'autres ont à faire 2 000 km pour joindre une autorité.

Qu'en est-il résulté ? C'est qu'en plus de ce réseau de câbles issu de ce mode de vie, de ce besoin, de cette pression socio-économique, la circulation de documents vidéo (c'est-à-dire de

documents sur bandes magnétoscopiques) se met au point avec déjà une avance que l'on peut au minimum estimer à trois ans, au maximum à cinq ans, par rapport aux possibilités européennes.

Technologiquement les matériels sont faits, distribués, vendus, mis dans la main d'un certain nombre d'enseignants de façon que la diffusion des aides pédagogiques sur magnétoscopes se réalise d'une manière simple et rapide, avec, je le répète, des années d'avance sur l'Europe.

Ceci est bien le reflet d'une évidence de **communication de groupe et non pas une politique de communication de masse**. En clair, 63 % des collèges du Québec l'année dernière, 87 % cette année, nous a-t-on dit, sont détenteurs d'un magnétoscope compatible, demi-pouce (1), si bien que tous ces collèges peuvent échanger des documents ou s'adresser à un centre de production qui peut les leur fournir, sans droits d'auteur, sans droits administratifs, sans complications. Dans ces centres on peut avoir des programmes, des éléments de réponse, des documents en envoyant simplement une bande de magnétoscope. Vous voyez là le côté pratique, la facilité du réseau. Un petit détail d'importance toutefois : dans cet univers technologique, le téléphone joue un grand rôle. Croyez-moi, je suis désormais convaincu : il est impossible de songer à une technique de communication de groupe si le réseau téléphonique n'est pas déjà en état de fonctionner.

 *Au cours de cet entretien, vous avez mentionné à plusieurs reprises la télévision par câbles. Pourriez-vous préciser comment elle fonctionne ?*

En France, les communications de masse sont détenues par une autorité centrale et le monopole de production, d'émission et de **réception** de documents sont entre les mains d'un seul office, l'O.R.T.F. Pour concevoir et réaliser des émissions on peut le comprendre, pour les émettre aussi, mais pour les recevoir cela n'est pas évident.

En Amérique du Nord et au Canada — puisque c'est du Canada que nous nous entretenons — entre le centre d'émission et les postes récepteurs il y a fréquemment trop de distance pour qu'un poste du commerce reçoive correctement les émissions. Aussi, depuis longtemps déjà, du fait de l'inexistence d'un monopole, des particuliers ou des communautés ont acheté des super-récepteurs avec de super-antennes et y ont relié par des câbles les récepteurs du groupe (car on en revient toujours à ce constat de base), en offrant à des abonnés des programmes de 1 à 14 stations dans des conditions de réception largement supérieures à celles dont pourrait profiter un simple abonné (1).

On s'est également aperçu que, en dispensant ce service, on pouvait y adjoindre soit une redistribution d'autres programmes

(1) C'est-à-dire que quelles que soient les marques de magnétoscopes utilisées (en bande demi-pouce soit 12,70 de large), on peut procéder à un enregistrement et une lecture d'une émission, indifféremment d'un appareil à un autre. Ceci est impossible sur les matériels équivalents du marché européen.

par magnétoscope, soit encore une petite production locale. Les lois sont telles qu'on oblige maintenant celui qui prend une licence de distribution à être aussi producteur, et producteur local. Ceci répond à deux préoccupations : d'une part qu'il n'y ait pas absence de la représentation du contexte local et d'autre part que ne soit pas diffusée une majorité de programmes issus de l'étranger, des Etats-Unis par exemple. Voilà ce qu'est le système de télévision par câbles. Ceci est valable dans une ville, un village, comme dans un établissement d'enseignement par exemple.

D'après vos propos il semble que l'on assiste à un foisonnement, à une simultanéité de systèmes, incomparables avec ce que nous connaissons en Europe ?

Oui. Les systèmes technologiques sont extrêmement différents. On peut dire que, dans cet univers, face à la mode qu'a été l'audio-visuel, à la découverte de cette technologie, bon nombre de responsables de projets se sont lancés à bride abattue dans **des installations**. On est parti très vite pour créer des centres de réception, des centres de diffusion, des centres de recueil d'information, de visualisation ; on a mélangé de l'informatique avec de la magnétoscopie ; on a mélangé de la télévision ouverte avec des circuits fermés, des systèmes répétitifs avec des systèmes de micro-enseignement. **Bref, on a joué l'expérience audio-visuelle sur toute la gamme au Québec.**

Qu'en résulte-t-il maintenant 4 ou 5 années plus tard ? Il faut distinguer, en premier, ce qu'a été la formation socio-économique indistincte et générale des populations québécoises par les mass-media. Une opération comme Tevec, par exemple (qui a été un système très complexe de promotion de toute une région économique par la télévision) est extrêmement riche d'enseignements et a formé une quantité d'experts pour la suite des événements. Par ailleurs chaque lycée, chaque université, chaque groupe de formation ont essayé d'acheter du matériel dans l'idée que cela suffirait pour répondre à un certain nombre de problèmes complexes. Vous pensez si pour nous en tant que visiteurs, tout ceci est extrêmement enrichissant, car toute cette multiplicité des formes d'approche a quelque chose de merveilleux et d'inattendu. Les Québécois très astucieusement — et ils en avaient les moyens — ont fait marcher simultanément les projets.

En même temps que les installations, ils ont essayé de rôder cette fameuse relation, hommes de message et techniciens de fabrication. J'entends là : réalisateur, médiateur, transmetteur. Puis ils ont été plus loin, ils ont essayé de faire coïncider l'objectif avec l'homme du message, et le tout avec l'installation. On arrive alors à une deuxième génération de projet. **Après un engouement pour les installations, il y a eu un engouement pour la production** : faire des produits pédagogiques, que ce soit des aides ou des systèmes (à l'Office des Télécommunications éducatives de l'Ontario, à l'Université Laval, à l'Université Mac Gill entre autres).

(1) Bien entendu, ceci est schématique, les conditions d'exploitation étant déterminées par les règlements fédéraux de la C.R.T.C. (Conseil de la Radio-Télévision Canadienne).

Et maintenant on en arrive à un troisième stade qu'en bonne logique cartésienne, on aurait pu souhaiter voir intervenir au début si les modes de penser et d'agir, plus pragmatiques que cohérentes ne relevaient pas plus du dynamisme américain que des façons latines...

Ce troisième stade c'est la **nécessité préalable de l'animation du milieu enseignant**. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'il est d'abord indispensable de sensibiliser au maximum les pédagogues et un bon nombre de gens à la technologie, à ses contraintes, ses limites et ses possibilités (1) ainsi qu'à la mise en objectif des opérations. C'est tellement vrai que, par exemple, au collège de Montmorency, existe une opération pédagogique pour laquelle sont prévus deux ans de réflexion avant que soit mise en place la visualisation d'un certain nombre d'éléments de diffusion.

Dans certains endroits, si l'on en est encore au stade du gadget, dans d'autres, il y a super-installation, qui, pour des raisons de rentabilité, oblige les exploitants à se mettre d'accord.

Dans un troisième projet, c'est le milieu qui s'anime lui-même sous la poussée d'un responsable de grande compétence.

Cela pose évidemment toutes sortes de problèmes de relation, de fonction, de budget, de finalité, mais il faut bien dire qu'à travers cette richesse de types d'intervention, on a l'impression qu'avec l'avance technologique qu'a le monde nord-américain, il est en train de trouver des solutions que nous mettrons — si nous n'y prenons pas garde — encore de nombreuses années à concrétiser.

Pourtant, en considérant ce qui se réalise dans notre univers européen et africain, il y a des projets tout aussi intéressants qui mériteraient de passer au stade opérationnel et de ne pas être considérés seulement comme des expériences un peu abstraites. Il est, entre autre, extrêmement significatif dans les expériences du Québec (qu'elles soient positives ou négatives, je ne suis pas là pour en juger) de voir à quel point les enseignants, les conseils régionaux, et le milieu économique — c'est-à-dire l'industrie et le commerce — sont très liés dans une partie jouée très serrée ; dans une démarche fonctionnelle qui ne vient jamais se substituer à l'enseignement traditionnel mais renforce l'intégration de celui-ci aux besoins culturels et économiques de la société.

Ne pensez-vous pas, d'après ce que vous venez de dire, qu'il est possible de suivre l'expérience nord-américaine, de sauter certains stades et d'aller plus vite dans des pays africains où sont installées des télévisions que dans des pays européens ?

Je ne crois pas que tout soit transposable terme à terme. Il est difficile de dire que le Québec est un exemple, loin de là. Au

(1) Dans ces domaines il est souvent utile de rappeler que la pratique du magnétoscope, de la télévision, n'est en aucun cas à considérer comme un usage amélioré du cinéma ou du film. Dans le cas de la télévision, l'abondance d'images est telle que son pouvoir relève davantage de l'« affectif » et de l'intuitif, que du discursif. La nécessité de la « prise en charge » des élèves à la réception par des enseignants formés à l'animation audio-visuelle n'est pas utile, elle est obligatoire.

contraire, je pense que celui qui se promènerait au Québec en disant : « Voici une recette que je peux appliquer en Russie, en France, ou en Afrique » irait à des conséquences désastreuses. Les systèmes de formation ne sont pas comparables. Prenons un exemple : vous savez que les maîtres nord-américains passent un diplôme d'enseignement et, qu'après, ils peuvent s'offrir sur le marché du travail à **l'entreprise, l'université, le collège, l'école** qui les rétribuera le mieux.

On ne peut pas comparer un système de formation ou d'enseignement d'un univers avec un autre. En Amérique, encore, il y a des passerelles entre les diplômes, mais l'origine de la formation d'un étudiant ou d'un professeur, compte beaucoup comme le fait de sortir de Princeton, de Harvard, de Laval ou de Mac Gill...

Dans notre système nous avons voulu une démocratisation de l'enseignement avec des échanges pratiquement indifférenciés de postes — ce qui a encore une fois ses avantages et ses inconvénients. Il est donc extrêmement difficile de faire des rapprochements, d'établir des similitudes. Même si je crois qu'à l'instar de ce que nous avons constaté là-bas, la liaison du politique, du pédagogique, des moyens financiers et de ceux mis en œuvre pour la formation des formateurs a besoin d'une très grande cohérence.

Certaines différences même sont exemplaires. C'est ainsi que le conflit qui parfois existe entre médiateurs, diffuseurs, pédagogues a tendance à être réduit au minimum à l'Office des Télécommunications Educatives de l'Ontario, à Toronto, parce que cet Office est d'abord une antenne de diffusion ouverte. Géré alors comme une Radiodiffusion, il passe un contrat pour des objectifs précis avec le Ministère de l'Education et lui-même engage, pour parvenir à ses fins, contractuellement ses pédagogues. C'est dire que le conflit n'existe plus de la même manière.

Il se pose souvent chez nous quand, à l'inverse, des enseignants responsables d'une antenne engagent des techniciens de programmes ou d'électronique. J'ai l'impression que ceci devrait montrer la difficulté de comparer un système à un autre... Bien fréquemment, même, on parvient à des contre-sens lorsqu'on établit des parallèles entre des opérations qui ont des origines culturelles, économiques et professionnelles différentes.

Par contre, pour ceux qui sont dans l'action se retrouve, sous des angles de traitement différents des démarches communes, à savoir : l'analyse des objectifs, la détermination des contenus, la recherche de mises en forme, le problème des diffusions pédagogiques, d'animation, du milieu, d'évaluation... Là, des rencontres et des discussions sur des « pratiques professionnelles » sont toujours éminemment souhaitables.

On parle beaucoup de « multi-media ». Pouvez-vous nous nous préciser le sens de cette expression ?

Il faut distinguer très grossièrement deux secteurs dans la communication audiovisuelle. Un premier qui est l'apport des aides audiovisuelles à l'expression, la compréhension, la diffusion d'un message, c'est le cas de toutes les aides pédagogiques du style magnétophone, rétroprojecteur, projecteur... Puis il y a un deuxième secteur, celui des systèmes, la télévision par exemple, avec, à l'intérieur de sa production des possibilités de cinéma, de projection... bref, **la télévision est « multimédia »** et utilise ainsi une combinaison de différents moyens. D'autant que, dans la plupart des cas, la télévision éducative s'accompagne de

manuels, de séances d'animation, d'évaluation, bref de tout un dispositif « multimédia » de production, de restitution, de diffusion.

On a aussi donné le nom spécifique **Multimédia** au Québec à un projet monté par le Ministère de l'Éducation Nationale. C'est une très grosse opération qui prend un peu la suite de l'expérience Tevec et a fait appel au même responsable : Guy Messier. **Des moyens de productions divers seront mis à la disposition de communautés, de groupes, dans un but de formation et d'animation socio-économique régionales...**

Nous sortons du domaine de l'enseignement, mais pourriez-vous nous expliquer ce qu'on entend par vidéo libre et vidéographe ?

Oui, nous abandonnons l'enseignement mais vous allez voir de nouveau combien l'univers culturel des Américains est différent du nôtre. Le Gouvernement Fédéral Canadien fournit des crédits à une opération nommée « Challenge for change » (littéralement : défi lancé au changement), sorte d'entreprise pour groupes de jeunes aux fins de réaliser des programmes promotionnels. Au sein de l'Office National du Film, Normand Cloutier avec Raoul Forget ont mis au point une idée : le Vidéographe.

C'est essentiellement un centre de mise à disposition de moyens de production pour grand public désireux de réaliser une émission, un élément d'expression télévisuelle. De plus on a élaboré des matériels qui, après trois minutes d'explication, donnent à n'importe qui la possibilité de recueillir des images et de faire un montage image et son sur magnétoscope. Sur 400 projets présentés à un jury populaire, 82 ont reçu en un an des possibilités de réalisation.

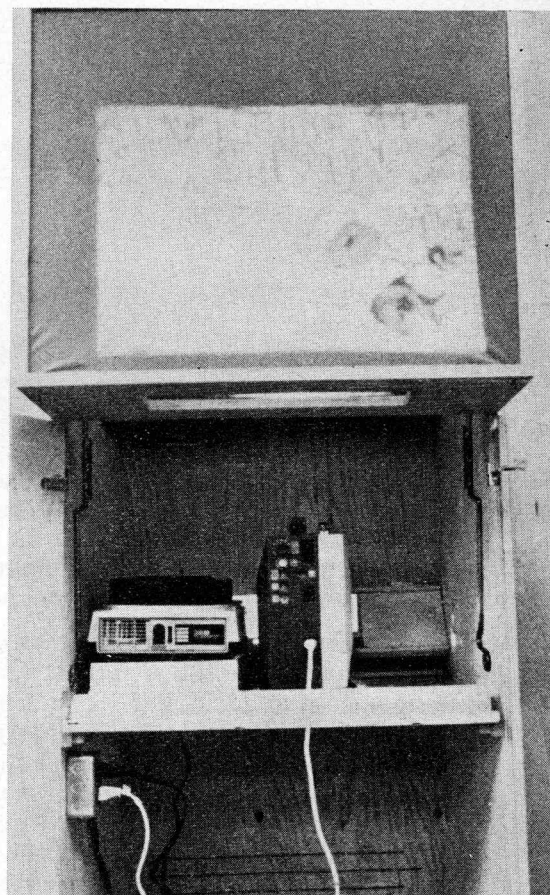
Ces projets sont très variés : on y trouve aussi bien celui d'un enfant de douze ans intitulé « Monsieur Tout le Monde » dans lequel, réalisateur et acteur, il montre comment il perçoit les adultes d'une société banale et indifférente, mais également des réalisations très construites comme celle d'un auteur qui utilise les ressources du vidéographe dans son club féminin pour y discuter de la liberté de la femme...

Ces documents sont projetables dans un petit théâtre en rond, sur 8 récepteurs situés au milieu de la salle. Chaque soir les gens viennent voir les émissions et en discuter. Il y a aussi la possibilité de les voir 24 heures sur 24 sous forme de vidéo-cassettes, dans l'avant-salle du théâtre où n'importe qui peut demander tel ou tel programme... On peut également envoyer une cassette vierge et recevoir **dans n'importe quel coin du pays** le programme choisi, pour le voir, le diffuser, le commenter.

C'est une expérience passionnante au plan de l'expression parce que, je crois pouvoir dire, qu'il y a là une démarche de télévision d'auteur que je n'ai jamais vue réaliser ailleurs. En effet, si les Américains peuvent très souvent prendre jusqu'à 14 chaînes sur leurs récepteurs, le type de production, la forme, les idées restent toujours les mêmes : « commercial ». Alors que là on fait des essais de constitution de documents d'auteurs... c'est passionnant.

Sur le plan technique c'est encore le succès du demi-pouce... (1).

(1) Longtemps, en effet, les magnétoscopes de qualité utilisaient professionnellement un ruban magnétique de 5 cm (2 pouces) très onéreux.



C'est très important parce que c'est la mise au point d'un matériel peu coûteux, d'une qualité indiscutable, avec des possibilités de montage à 1/30° de seconde près. Cela fait espérer que, très rapidement, avec de petits budgets, des groupes pourront bénéficier d'un matériel de haute qualité.

C'est enfin la découverte d'une forme de spectacle assez nouvelle puisqu'on n'avait jamais vu d'animation socio-culturelle se faire de la sorte. Voilà pourquoi le vidéographe revêt une telle importance... Il en sort des documents d'une grande liberté d'écriture, il apprend à beaucoup de gens à s'exprimer et montre ce que l'on peut faire à notre époque, avec des moyens qui étaient considérés jusqu'à présent comme réservés aux Mass Média, et aux privilégiés qui les détiennent.

Avez-vous pu vous rendre à l'Université Laval pour voir ce qui s'y fait en matière d'audio-visuel et de linguistique appliquée ?

Nous n'avons pas eu beaucoup de temps pour nous pencher sur les problèmes de linguistique.

Par contre l'Université Laval dont M. Robert Séguin dirige le service audiovisuel, est un des endroits où se déroulent des opérations comparables à celles qu'à l'AUDÉCAM nous appuyons par ailleurs. Il y a là un système assez monolithique et une équipe qui se pose un peu les mêmes problèmes que nous, en suivant des démarches assez voisines... L'université de Laval possède des équipements qui permettent à la fois de mettre au point un certain nombre de documents didactiques et répétitifs et qui approchent les phénomènes de diffusion pédagogique par l'emploi d'un système multi-média. La démarche la plus intéressante cependant des responsables audiovisuels est le gros effort d'animation du milieu et la participation progressive des enseignants et des enseignés à ce mouvement, à cette mutation, de la communication pédagogique.

Dans cet ordre d'idée et pour conclure, si le Québec apporte une démonstration, c'est **qu'il n'existe pas de spécialistes** audiovisuels... Il existe une culture de l'image, des systèmes de communication et bien entendu des techniciens... mais les spécialistes audio-visuels ce sont des professionnels : enseignants, médecins, gestionnaires ou autres qui ont acquis cette forme particulière de communication et la pratique personnelle de l'expression audio-visuelle. En juger autrement ce serait, si vous me permettez cette comparaison, comme d'obliger deux individus ayant besoin de se téléphoner à faire intervenir un spécialiste du téléphone pour dire à leur place ce qu'ils ont à dire.

A regarder ce qui se passe là-bas on a fortement l'impression que de nombreux Québécois sont bien décidés — que ce soit téléphoniquement ou par l'audio-visuel — à ce que personne d'autre ne communique à leur place ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DENYSE OETTINGER.